



Procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly, tenue le 18 décembre 2018, à 20 h, au centre communautaire, 945, rue de l'Église, Saint-Antoine-de-Tilly.

## 1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

### 2018-232 OUVERTURE DE LA SÉANCE

**Constat de l'avis de convocation (Code municipal, article 156) :** Il est constaté que les avis aux fins de la présente assemblée ont été donnés à tous et à chacun des membres du conseil, dans la manière et dans les délais prévus par la loi. Les conseillers renoncent à cet avis, le cas échéant.

La séance est ouverte à 20 h.

Sont présents : Christian Richard, maire  
Guy Lafleur, conseiller  
Christiane Nadeau, conseillère  
Jérôme Pagé, conseiller  
Serge Genest, conseiller  
Émile Brassard, conseiller  
Guillaume Dusablon, conseiller

1 personne est présente.

Il est proposé par M. Jérôme Pagé, conseiller, et résolu à l'unanimité

QUE la séance extraordinaire soit ouverte sous la présidence de M. Christian Richard, maire.

## ORDRE DU JOUR

### 1. OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

### 2. ORDRE DU JOUR

2.1 Adoption de l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 18 décembre 2018.

### 3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- 3.1 Avis de motion d'un Règlement 2018-646 (règlement décrétant les taxes et les tarifs de compensation de l'année 2019)
- 3.2 Adoption du projet de Règlement 2018-646 (règlement décrétant les taxes et les tarifs de compensation de l'année 2019)
- 3.3 Assurances générales de la Municipalité pour l'année 2019
- 3.4 Résolution dans le cadre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution de Québec (TECQ) 2014-2018

### 4. PÉRIODE DE QUESTIONS

### 5. LEVÉE DE L'ASSEMBLÉE

---

## 2. ORDRE DU JOUR

2.1 Adoption de l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 18 décembre 2018





**2018-233 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DE LA SÉANCE  
EXTRAORDINAIRE DU 18 DÉCEMBRE 2018**

Il est proposé par Mme Christiane Nadeau, conseillère, et résolu à l'unanimité

QUE le conseil municipal adopte l'ordre du jour de la séance extraordinaire du 18 décembre 2018.

**3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE**

**3.1 Avis de motion d'un Règlement 2018-646 (règlement décrétant les taxes et les tarifs de compensation de l'année 2019)**

Avis de motion est donné par M. Émile Brassard, conseiller, qu'à une séance ultérieure, un règlement décrétant les taxes et les tarifs de compensation de l'année 2019 sera adopté.

**3.2 Adoption du projet de Règlement 2018-646 (règlement décrétant les taxes et les tarifs de compensation de l'année 2019)**

**2018-234 ADOPTION DU PROJET DE RÈGLEMENT 2018-646 (RÈGLEMENT DÉCRÉTANT LES TAXES ET LES TARIFS DE COMPENSATION DE L'ANNÉE 2019)**

PROVINCE DE QUÉBEC  
MRC DE LOTBINIÈRE  
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ANTOINE-DE-TILLY

---

**RÈGLEMENT DÉCRÉTANT LES TAXES ET TARIFS POUR COMPENSATION DE L'ANNÉE 2018**

---

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly est régie sous les dispositions du Code municipal du Québec;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly, suivant l'article 989, peut imposer et prélever annuellement dans les limites fixées par le code municipal du Québec, par voie de taxation directe, sur tous les biens imposables du territoire de la municipalité, toute somme de deniers nécessaire pour rencontrer les dépenses d'administration ou pour un objet spécial quelconque dans les limites de ses attributions;

CONSIDÉRANT QU' un avis public annonçant la tenue d'une assemblée spéciale sur le budget a été donné le 4 décembre 2018;

CONSIDÉRANT QU' un avis de motion pour le présent règlement a été donné au cours de la présente séance;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par M. Serge Genest, conseiller, et résolu à l'unanimité

Que le présent projet de règlement soit adopté.

**ARTICLE 1**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.





## ARTICLE 2

Le présent règlement abroge et remplace tous règlements ou articles de règlement antérieurs ayant trait à une taxation ou tarification de compensation pour les services d'aqueduc, d'égouts, de cueillette des ordures, de la protection policière, de l'enlèvement de la neige et le tarif d'affaires qui seraient incompatibles ou contradictoires avec le présent règlement. Entre autres, le présent règlement abroge et remplace le règlement suivant : 2018-639.

Par le présent règlement, la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly décrète que les tarifs suivants sont dus et exigibles pour l'exercice financier de 2019.

## ARTICLE 3

La Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly impose et prélèvera, au cours de l'exercice financier de l'année 2019 par voie de taxation foncière et sur tous les biens imposables de la municipalité, les taxes suivantes:

1. Une taxe foncière générale de : **0,3689 \$** du 100 dollars d'évaluation;
2. Des taxes foncières pour les règlements d'emprunts (taxes spéciales) de **0,0496 \$** du 100 dollars d'évaluation.

Ce tarif comprend le remboursement de la dette des règlements d'emprunt suivant :

**98-389, 99-401, 2000-418, 01-436, 2001-444(438), 2006-505, 2008-532, 2009-536, 2009-543, 2009-547, 2010-554, 2010-556, 2011-565, 2011-567, 2012-576 et 2013-583.**

## ARTICLE 4

Le Conseil de la Municipalité de Saint-Antoine-de-Tilly décrète pour l'exercice financier de l'année 2019 des tarifs de compensation pour les services d'aqueduc, d'égouts, des cueillettes d'ordures et matières récupérables, de la protection policière, enlèvement de la neige, d'un tarif d'affaires et un tarif pour l'ouverture et/ou fermeture de l'eau selon les catégories d'usagers suivantes:

### **4.1 TARIFS DE L'AQUEDUC**

- a) Au montant de **25 \$** s'ajoute :

Un tarif de **189,64 \$** par unité de logement et par établissement servant à des fins résidentielles, commerciales, industrielles, professionnelles, récréatives ou agricoles desservis ou pouvant l'être.

Ce tarif comprend le remboursement de la dette des règlements d'emprunt suivant : **99-401, 2009-547 et 2010-554.**

- b) Au montant de **214.64\$** s'ajoute :

Pour tout établissement servant aux fins de motel, auberge, hôtel, maison de chambres, maison de repos, restauration, activités agricoles, activités de transformation de produits et toute autre activité de même genre et munie d'un compteur d'eau.

(1 gallon = 0,0045 mètre cube)





- un montant de **0,003943 \$** du gallon d'eau utilisé de plus de 50 001 gallons ;
  - cette tarification pour les compteurs d'eau est valide pour l'année 2019.
- c) Le tarif annuel pour une piscine ou un bassin d'eau, contenant plus de 5 500 litres, est de **85 \$**.
- d) Pour des raisons urgentes, temporaires et humaines, la municipalité peut fournir de l'eau potable à un utilisateur hors réseau pourvu que tel approvisionnement ne compromette pas l'intégrité de son réseau d'aqueduc, de la qualité de l'eau et de la nappe souterraine.

La municipalité ne procède pas au transport de l'eau. L'utilisateur doit s'assurer que le transporteur respecte toutes législations en vigueur, en particulier les dispositions de la SECTION II du *Règlement sur la qualité de l'eau potable* adopté en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement L.R.Q., c. Q-2*

Les tarifs sont :

- **Pour un résidant :**  
Un tarif de 20 \$ par cueillette d'eau auquel s'ajoute un tarif de 0,02022 \$ du gallon pour l'excédent de 8 000 gallons (36 mètres cubes) par année.
- **Pour un non résidant :**  
Un tarif de 150 \$ par cueillette d'eau s'ajoute un tarif de 0,03033 \$ du gallon pour l'excédent de 8 000 gallons (36 mètres cubes) par année.

## 4.2 TARIFS DES ÉGOUTS ET COLLECTE DE BOUES DE FOSSES SEPTIQUES

### 4.2.1 TARIFS DES ÉGOUTS

- a) Un tarif de **158,39 \$** par unité de logement et par établissement servant à des fins commerciales, industrielles, professionnelles, récréatives ou agricoles desservis ou pouvant l'être.

Ce tarif comprend le remboursement de la dette du règlement d'emprunt suivant : **98-389 et 2010-554**.

- b) Au montant de **158,39\$** s'ajoute :

Pour tout établissement muni d'un compteur d'eau et desservi par le réseau d'égouts et servant à des fins de motel, hôtel, maison de chambres, maison de repos, restauration, activités agricoles, activités de transformation de produits et toute autre activité du même genre :

(1 gallon = 0,0045 mètre cube)

- un montant de **0,001315 \$** du gallon d'eau utilisé de plus de 50 001 gallons.
- Cette tarification pour les compteurs d'égouts est valide pour l'année 2019.

### 4.2.2 TARIFS DE LA COLLECTE DE BOUES DE FOSSES SEPTIQUES

#### 4.2.2.1 Définitions applicables à l'article 4.2.2 :

« Bâtiment assujetti (résidence) » : bâtiment utilisé à longueur d'année et qui est doté d'un logement ou plus, dont l'utilisation inscrite au rôle d'évaluation foncière est « résidentiel » et qui n'est pas raccordé à un système d'égout municipal ou privé ainsi que toute « résidence





isolée» selon la définition de cette expression contenue au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r-22).

« Bâtiment assujetti (chalet) » : bâtiment utilisé d'une façon saisonnière et qui est doté d'un logement ou plus dont l'utilisation inscrite au rôle d'évaluation foncière est «résidentiel» et qui n'est pas raccordé à un système d'égout municipal ou privé ainsi que toute «résidence isolée» selon la définition de cette expression contenue au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r-22).

« Boues » : dépôts produits par la décantation des matières solides, écumes et liquides se trouvant à l'intérieur des fosses septiques.

« Fosse septique » : tout réservoir destiné à recevoir les eaux usées d'une résidence isolée, que ce réservoir soit conforme ou non aux normes prescrites par le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., c. Q-2, r.22), incluant les fosses scellées, les fosses de rétention et les puisards.

« Vidange » : opération consistant à retirer d'une fosse septique son contenu, soit les liquides, les écumes et les solides.

#### **4.2.2.2 Dispositions applicables**

La MRC de Lotbinière exercera la compétence en matière de gestion des boues de fosses septiques sur le territoire de la municipalité en vertu d'une entente intermunicipale faisant partie du règlement 261-2015 de la MRC de Lotbinière, laquelle prévoit un tarif pour la vidange des fosses septiques pour les immeubles non raccordés au réseau d'égout municipal selon ledit règlement 261-2015 de la MRC de Lotbinière. Les dispositions de ce règlement et de cette entente s'appliquent en complément du présent article.

Le tarif pour le service de compensation de vidanges des boues des fosses septiques comprend, le coût de la vidange, le transport, le traitement et la disposition des boues de fosses septiques.

Dans tous les cas, le montant doit être payé par le propriétaire du bien-fonds situé dans la municipalité et, afin de pourvoir au paiement des dépenses occasionnées par ce service, il est, par le présent règlement, imposé une taxe annuelle répartie comme suit :

Aux fins de calcul de la compensation municipale:

- Un bâtiment assujetti (résidence) représente 1 unité.
- Un bâtiment assujetti (chalet) représente 1/2 unité.

Cette taxe de service est appliquée et fait partie intégrante du compte de taxes annuel.

*Exemple de calculs pour 2019 :*

- 1 unité : 77,50 \$ /an\*
- ½ unité : 38,75 \$ /an\*

*\*Le coût de 1 unité est fixé annuellement par résolution de la MRC de Lotbinière*

### **4.3 TARIFS POUR LE SERVICE DE CUEILLETTE. TRANSPORT ET DISPOSITION DES ORDURES**

Pour tous les établissements et/ou par unité de logement desservis une fois par semaine avec alternance de la cueillette sélective pour une semaine et la cueillette régulière des ordures ménagères pour l'autre semaine durant plus de 6 mois par année;

**116,05 \$** par établissement desservi et/ou par unité de logement.

Le coût de ce service inclus deux (2) cueillettes d'objets volumineux.





Pour tous les établissements et/ou par unité de logement desservis une fois par semaine avec alternance de la cueillette sélective pour une semaine et la cueillette régulière des ordures ménagères pour l'autre semaine durant six mois et moins pendant l'année;

**58,03 \$** par établissement desservi et/ou par unité de logement;

Le coût de ce service inclus deux (2) cueillettes d'objets volumineux.

#### **4.4 TARIFS POUR LE SERVICE DE CUEILLETTE. TRANSPORT ET DISPOSITION DES MATIÈRES RÉCUPÉRABLES**

Pour tous les établissements et/ou par unité de logement desservis une fois par semaine avec alternance de la cueillette sélective pour une semaine et la cueillette régulière des ordures ménagères pour l'autre semaine durant plus de 6 mois par année;

**58,89 \$** par établissement desservi et/ou par unité de logement.

Pour tous les établissements et/ou par unité de logement desservis une fois par semaine avec alternance de la cueillette sélective pour une semaine et la cueillette régulière des ordures ménagères pour l'autre semaine durant six mois et moins pendant l'année;

**29,44 \$** par établissement desservi et/ou par unité de logement.

#### **4.5 TAUX POUR LE SERVICE DE LA PROTECTION POLICIÈRE**

Sur tous biens imposables de la municipalité,

- un tarif de **0,0800 \$** du 100 dollars d'évaluation sur la base de l'évaluation foncière de l'année 2019.
- Pour les nouveaux biens imposables, le tarif s'applique sur la base de l'évaluation foncière connue.

#### **4.6 TAUX POUR LE SERVICE DE L'ENLÈVEMENT DE LA NEIGE**

Sur tous biens imposables de la municipalité,

- un tarif de **0,0619 \$** du 100 dollars d'évaluation sur la base de l'évaluation foncière de l'année 2019.
- Pour les nouveaux biens imposables, le tarif s'applique sur la base de l'évaluation foncière connue.

#### **4.7 TARIF D'AFFAIRES**

Un tarif de **85 \$** par année pour toutes exploitations commerciales, industrielles, professionnelles ou récréatives de la municipalité et enregistrées auprès des Institutions financières du Québec.

#### **4.8 TARIFS POUR L'OUVERTURE ET/OU FERMETURE DE L'EAU**

**Tarifs pour l'ouverture et fermeture de l'eau durant les heures régulières de bureau :**

**50 \$** par appel. Ce coût ne comprend pas le déblaiement ou l'excavation.





Ce tarif peut comprendre la fermeture et l'ouverture si les deux opérations sont réalisées dans le même appel de service, dans un délai de moins de 180 minutes et sur les heures de bureau.

**Tarifs pour l'ouverture et fermeture de l'eau en dehors des heures régulières de bureau :**

**100 \$** par appel. Ce coût ne comprend pas le déblaiement ou l'excavation.

Ce tarif peut comprendre la fermeture et l'ouverture si les deux opérations sont réalisées dans le même appel de service, dans un délai de moins de 60 minutes.

Un délai de 24 heures est requis pour effectuer l'ouverture et/ou la fermeture de l'eau. Si urgence, l'application du tarif en dehors des heures régulières de bureau s'applique.

Cette réglementation est sous l'autorité de l'inspecteur municipal ou en son absence l'inspecteur municipal adjoint ou de la secrétaire-trésorière.

Une facture vous sera postée suite à la demande écrite ou verbale de l'ouverture et/ou la fermeture de l'eau.

**ARTICLE 5**

Le tarif de compensation pour le service d'aqueduc, d'égouts, de collecte de boues de fosses septiques, d'ordures, sécurité policière, tarif d'affaires et l'enlèvement de la neige sont payables en même temps que la taxe foncière générale.

**ARTICLE 6**

En vertu du « *Règlement sur le paiement des taxes foncières municipales en plusieurs versements, Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q., c. F-2.1, a. 263, par. 4), le débiteur de taxes foncières municipales a le droit de les payer en trois (3) versements lorsque le total de ces taxes atteint 300 \$, les dates de ces paiements sont le 15 mars, 15 juin et 15 septembre 2019.

**ARTICLE 7**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Saint-Antoine-de-Tilly, le \_\_\_\_\_.

\_\_\_\_\_  
Christian Richard  
Maire

\_\_\_\_\_  
Claudia Daigle  
Directrice générale

**3.3 Assurances générales de la Municipalité pour l'année 2019**

**2018-235 ASSURANCES GÉNÉRALES DE LA MUNICIPALITÉ POUR L'ANNÉE 2019**

ATTENDU QUE pour l'année 2019, la Municipalité a demandé des soumissions sur invitation auprès de 3 assureurs;

ATTENDU QUE la Municipalité a reçu une seule soumission;

pour ces motifs,





il est proposé par Mme Christiane Nadeau, conseillère, et résolu à l'unanimité

QUE le conseil municipal autorise la directrice générale à accepter la soumission de Deslauriers et associés Inc. pour l'année 2019 au montant de 31 875 \$ plus les taxes applicables.

### 3.4 Résolution dans le cadre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution de Québec (TECQ) 2014-2018

#### 2018-236 RÉSOLUTION DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE LA TAXE SUR L'ESSENCE ET DE LA CONTRIBUTION DE QUÉBEC (TECQ) 2014-2018

ATTENDU QUE la Municipalité a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2014-2018;

ATTENDU QUE la Municipalité doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

pour ces motifs,

il est proposé par M. Guy Lafleur, conseiller, et résolu à l'unanimité

QUE la Municipalité s'engage à respecter les modalités du guide qui s'applique à elle;

QUE la Municipalité s'engage à être la seule responsable et à dégager le Canada et le Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2014-2018;

QUE la Municipalité approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire la programmation de travaux jointe à la présente et de tous les autres documents exigés par le ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

QUE la Municipalité s'engage à atteindre le seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales fixé à 28 \$ par habitant par année, soit un total de 140 \$ par habitant pour l'ensemble des cinq années du programme;

QUE la Municipalité s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution;

QUE la Municipalité atteste par la présente résolution que la programmation de travaux comporte des coûts réalisés véridiques et reflète les prévisions de dépenses admissibles.

### 4. PÉRIODE DE QUESTIONS







**5. LEVÉE DE LA SÉANCE**

**2018-237 LEVÉE DE LA SÉANCE**

Il est proposé par M. Serge Genest, conseiller, et résolu à l'unanimité

**QUE** le conseil municipal lève la séance, il est 20 h 08.

---

Christian Richard  
Maire

---

Claudia Daigle  
Directrice générale

Je, Christian Richard, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142.2 du Code municipal du Québec.

---

Christian Richard  
Maire

---

Claudia Daigle  
Directrice générale

